



RÉPONSE AUX PROPOS DE M. RICHEFOU, PRÉSIDENT DE LA CNSIS

« NOUS NE MANQUONS PAS D'EFFECTIFS » : LA PHRASE QUI DIT TOUT.

Monsieur Richefou, vous osez affirmer qu'il n'y a pas de manque d'effectifs, en vous appuyant sur l'exemple de pompiers mayennais rentrés « sans avoir été sollicités ». **Vous confondez la gestion d'un renfort ponctuel avec l'état structurel de notre profession.** C'est précisément le symptôme de ce que nous dénonçons depuis des années : on gère la pénurie au fil de l'eau, colonne par colonne, feu par feu, sans jamais interroger le système dans son ensemble.

Et surtout, **vous validez vous-même notre constat sans vous en rendre compte.**

LA « RÉGLEMENTATION SAINTE » QUI CACHE LA VÉRITÉ

Vous expliquez benoîtement que des pompiers professionnels ont dû rester chez eux, frustrés, car « le SDIS a besoin de ses professionnels la nuit, l'hiver, de garde » et que « s'il consomme tout le temps de travail sur les feux estivaux, il en manquera en fin d'année ».

Merci de l'aveu, Monsieur le Président.

Ce que vous décrivez froidement comme une simple « réglementation saine » sur le temps de travail, c'est très exactement **la preuve, dans vos propres mots, d'un sous-effectif chronique.** Un système qui dispose d'assez de personnel n'a pas besoin d'arbitrer entre "éteindre les feux cet été" et "assurer les gardes cet hiver". Un système qui doit choisir entre les deux **est un système en pénurie organisée.**

Ce n'est pas un problème de textes réglementaires. C'est un problème de **nombre d'humains en tenue.** Et de nombreux départements, par crainte de "perdre du temps de travail" sur leurs quotas annuels, **refusent tout simplement d'engager leurs SPP** quitte à les voir partir en congé, sous statut SPV, pour aller éteindre des feux avec des indemnités rabotées, sur leur temps personnel. **C'est un scandale que vous présentez comme une preuve de bonne gestion.**



05 57 15 24 18



6 rue Paul Éluard
33600 PESSAC



contact@snspp-pats.fr



**« ON SE PORTERAIT MIEUX S'IL Y AVAIT PLUS DE HÉROS » :
NON, ON SE PORTERAIT MIEUX S'IL Y AVAIT PLUS DE MOYENS.**

Le mot "héros" ne finance aucun Canadair. Il ne recrute aucun SPP. Il ne remplace ni une garde de nuit, ni un moteur d'engin, ni un budget départemental exsangue. **Le seul risque de ce mot, c'est de transformer une carence structurelle en romance nationale.** Les syndicats l'ont dit clairement : ils refusent d'être des héros pour mieux masquer l'inaction.

Quant à votre solution budgétaire — une taxe sur les assurances de 500 millions d'euros — **vous l'avouez vous-même : ce sera l'assuré qui paiera au bout.** Autrement dit : **on demande aux citoyens de financer, une fois de plus, ce que l'État et les collectivités refusent d'assumer** sur leurs propres budgets de prévention et de défense contre le risque climatique.

LES CHIFFRES QUE VOUS NE DITES PAS

Vous parlez de complémentarité entre 40 000 professionnels et 200 000 volontaires comme d'une force. **Regardons la réalité en équivalents temps plein (ETP) :**

- **44 000 SPP = 44 000 ETP**
- **180 000 SPV**, engagés en moyenne à hauteur de 10 à 15 % d'un temps plein annuel = **environ 22 500 ETP**

Soit un total réel d'environ 66 500 ETP pour l'ensemble de la sécurité civile française.

À comparer à :

- **261 000 militaires**
- **250 000 policiers et gendarmes**

Soit 511 000 ETP consacrés à la défense et à la sécurité publique, contre à peine 66 500 ETP pour affronter des feux, des inondations et des catastrophes climatiques appelées, par votre propre aveu, à s'intensifier.

Un rapport de presque 1 pour 8.

La France sait trouver des milliards et des centaines de milliers d'ETP pour se prémunir d'une menace militaire hypothétique. Elle est incapable d'aligner ne serait-ce qu'un dixième de cet effort humain face à un risque climatique **certain, documenté, et déjà mortel.**

**CE N'EST PAS DE MÉDAILLES DONT NOS COLLÈGUES ONT BESOIN.
C'EST DE PERSONNEL, DE MATÉRIEL, ET D'UN BUDGET À LA HAUTEUR DU
RISQUE RÉEL.**

Monsieur Richefou, si vous voulez parler de victoire, alors permettez-nous de parler, en retour, de **défaite.**

Votre défaite personnelle, en votre qualité de président de la CNSIS, face à des catastrophes sans précédent depuis que vous en êtes à la tête. Une défaite dans l'anticipation. Une défaite dans les moyens. Une défaite dans la sincérité du discours tenu à ceux qui, eux, montent au front avec des effectifs insuffisants, du matériel vieillissant, et des arbitrages qui les privent de combattre le feu qu'ils sont censés éteindre.

Arrêter de vous comporter en avocat dans un concours de rhétorique ! Cessez de passer votre temps à disqualifier le discours de ceux qui vont, eux, au feu! !

Donnez aux Français la protection qu'ils méritent.

On a assez d'effectifs de politiciens professionnels !

Vous parlez de guerre gagnée. Nous, nous voyons une profession qui tient debout malgré vous, pas grâce à vous.

Ce n'est pas de médailles dont nos collègues ont besoin. C'est de personnel, de matériel, et d'un budget à la hauteur du risque réel.

Le feu, lui, ne connaît pas les 35 heures — ni les éléments de langage.